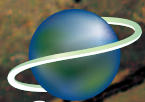




6 QUESTIONS À MONIQUE BARBUT
SUR ... LA GRANDE MURAILLE VERTE



fem

FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE

1 Monique Barbut, on entend beaucoup parler de la Grande Muraille Verte. Pouvez-vous nous expliquer le concept ?

La Grande Muraille Verte est une initiative portée par des chefs d'Etat africains pour lutter contre la dégradation des sols dans une zone allant du Sénégal à Djibouti. Le concept de muraille est une image pour symboliser les efforts à faire tous ensemble pour lutter contre la dégradation de l'environnement, notamment la désertification et l'appauvrissement des populations.

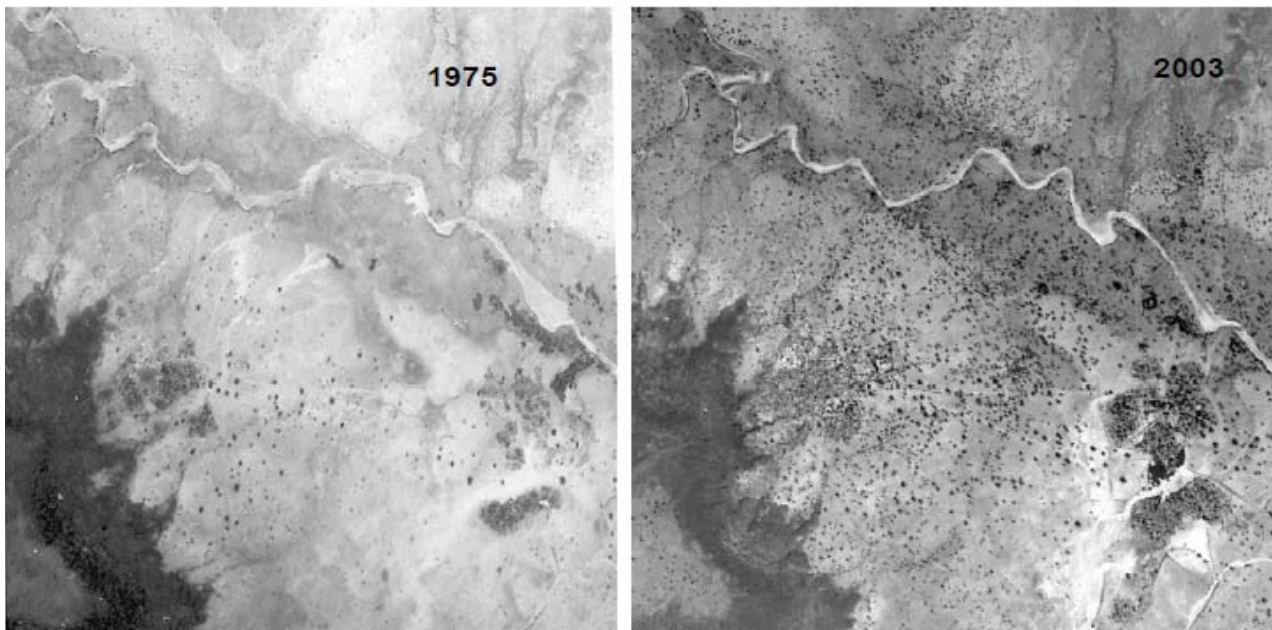


Champ de mil sous *Faidherbia albida*, Zinder, Niger.
Courtoisie de la « Chambre d'Agriculture du Niger ».

Vous soutenez donc l'initiative de la Grande Muraille Verte ?

En tant que Présidente du principal mécanisme financier des conventions internationales liées à l'environnement, je me réjouis que des Chefs d'Etat se réunissent ensemble pour une cause environnementale commune qui affecte sérieusement leurs territoires. C'est un signal fort auquel la communauté internationale doit répondre. Ensuite, j'ai reformé le FEM pour que les pays dressent eux-mêmes leurs priorités et décident des projets qu'ils souhaitent mettre en œuvre avec les agences du FEM et leurs partenaires. Je suis dans cette logique. Aussi, ai-je déjà annoncé notre soutien, si les pays le souhaitent. Ce sont donc les pays qui décideront s'ils veulent développer un ou plusieurs projets dans le cadre de ce programme et affecter tout ou partie de leurs allocations financières à la Grande Muraille Verte.

GALMA EN 1975 ET 2003 (EXEMPLE IMPACT DE LA RNA)



Impact de la Régénération Naturelle assistée à Galma, Niger, entre 1975 et 2003 (Étude Sahélienne, 2006 ; Courtoisie de Gray Tappan USGS EROS Data Center).



A propos de forêts, est-ce que vous allez financer des plantations d'arbres à travers l'Afrique ?

La réponse est très claire : nous ne finançons pas une initiative de plantations d'arbres tout azimut de Dakar à Djibouti. Les pays ont assez d'expérience pour savoir ce qui a marché ou ce qui n'a pas marché depuis 30 ans en matière de conservation des sols, de gestion des terroirs, et d'agroforesterie. Des pays comme le Niger nous montrent la voie : savez-vous que dans des zones comme la région de Zinder, la densité d'arbres est nettement plus forte depuis le milieu des années 1980 ? Ce n'est pas le résultat de plantations d'arbres, mais le résultat d'un travail de terrain, avec les populations, pour favoriser la régénération naturelle. Il apparaît plus rentable de travailler avec les agriculteurs pour trouver des solutions techniques, notamment foncières et financières sur le long terme, afin d'épargner les arbres. Souvent, le plus important est de définir qui a le droit d'utiliser les arbres et leurs produits. La régénération naturelle dans les champs de culture a ainsi des avantages multiples pour les communautés locales et pour l'environnement mondial : amélioration des rendements, meilleure fertilité des sols, moins d'érosion, disponibilité du fourrage, diversification des revenus, économie de temps pour les femmes dans la collecte du bois, meilleure résilience aux changements climatiques, plus de biodiversité, etc...

Nous avons financé dans le cadre de TerrAfrica plusieurs projets de ce type avec la Banque Mondiale ou le FIDA¹ où ce sont les approches de gestion de terroir et d'agroforesterie qui sont privilégiées. Les pays nous renvoient des études très intéressantes en ce sens également au Mali ou au Burkina Faso. Ces résultats sont aussi confirmés par toutes les études et les projets des partenaires au développement : américains, allemands, français, danois, néerlandais, suisses, etc. Toutes les agences de développement qui s'intéressent à la gestion durable des sols vont aussi dans le même sens. Nous investirons les dollars du FEM dans des approches qui ont fait leurs preuves.

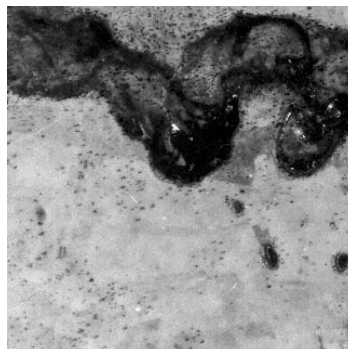
1 FIDA : Fonds International pour le Développement de l'Agriculture

4

Le chiffre de 119 millions de dollars a été avancé dans la presse. Est-ce que le FEM va mettre cette somme dans la Grande Muraille verte ?

J'ai dit que c'était aux pays de décider combien ils voulaient mettre dans la Grande Muraille Verte à partir de leurs allocations nationales disponibles dans le cadre de la cinquième reconstitution du FEM. Le total de \$119 millions correspond à la somme des allocations nationales que le FEM octroie aux onze principaux pays principalement concernés par la Grande Muraille verte. Suite au sommet de Ndjamena en juin 2010, où ce chiffre a été repris par la presse, j'ai écrit aux onze pays concernés pour savoir combien ils souhaitaient allouer à la Grande Muraille Verte. La plupart préparent actuellement leurs priorités nationales pour le cinquième cycle du FEM. J'espère que ces priorités nous seront envoyées au premier trimestre 2011.

Nos reparlerons des montants à ce moment. Au niveau du Secrétariat du FEM, nous sommes prêts à proposer des dispositifs incitatifs qui viendront en addition des ressources disponibles dans le cadre du système d'allocations nationales. Par exemple, si un pays décide d'affecter des montants significatifs de ses allocations en matière de dégradation des terres, de biodiversité, ou de changement climatique, nous pourrions rajouter des ressources Eaux Internationales ou Adaptation pour développer un programme pluridisciplinaire.



Autre exemple Zinder, Niger, entre 1975 et 2005 (Chris Reij, com. pers.,
Coutoiserie de Gray Tappan USGS EROS Data Center).

5

Est-ce que vous allez financer une agence panafricaine ou des agences nationales de la Grande Muraille Verte ?

Le FEM finance des projets dans le cadre de stratégies qui reflètent les orientations des Conventions internationales de l'Environnement. Ce que nous recherchons à financer ce sont des actions au niveau local et national pour générer des bénéfices environnementaux mondiaux. D'une manière générale, nous ne finançons pas les secrétariats des conventions ou les frais de fonctionnement d'organismes régionaux ou nationaux.





Quel serait le projet idéal à financer dans le cadre de la Grande Verte ?

Il est difficile de parler d'un projet idéal applicable uniformément. Attendons les priorités nationales pour rentrer dans le détail des projets. Des plus, les problématiques ne seront pas abordées de la même manière selon les pays ou les terroirs. Ce que l'Éthiopie proposera pour ses projets ne sera pas forcément valable pour le Nigéria ou la Mauritanie.

En revanche on peut évoquer le contour des projets dans lequel le FEM souhaite s'insérer. Comme dit précédemment, le FEM finance des coûts additionnels (ou incréments) en compléments de projets du gouvernement, aidés le plus souvent par différents partenaires. Par exemple, dans le cadre d'un programme national sur l'agriculture ou la sécurité alimentaire aidé par différents bailleurs, le projet FEM viendrait s'insérer pour renforcer les services rendus par les écosystèmes, tester et promouvoir des pratiques de gestion durable des sols et de l'eau et développer des systèmes incitatifs pour favoriser une agriculture et un élevage durables. Le projet serait fortement orienté pour avoir des impacts sur le terrain et maintenir une mosaïque de paysages et d'usages. Ces impacts seraient mesurés par un système de suivi environnemental probablement à définir à l'échelle du programme sous-régional. Les approches participatives seraient la règle et les organisations locales de producteurs ou les groupes de femmes seraient responsabilisés et renforcés.



Champ de mil et parc agro-forestier *Faidherbia albida*, donnant l'impression d'un « mur végétal », Commune de Doungoun, Département de Matameye, Région de Zinder, courtoisie de la « Chambre d'Agriculture du Niger ».

www.theGEF.org



fem

FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE